



GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

---

**RAPPORT SUR LE PROGRAMME DE LA BID D'ASSISTANCE  
TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES EN  
RELATION AVEC L'OMC**

---

**30<sup>ème</sup> Session du Comité de Suivi du COMCEC**

**Ankara, Turquie  
7-8 mai 2014**

# PROGRAMME DE LA BID D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES EN RELATION AVEC L'OMC

---

## I. INTRODUCTION

Le programme de la BID d'assistance technique et de renforcement de capacités en relation avec l'OMC (Programme OMC), mis en place en 1997, est en cours d'exécution depuis plus de quinze ans maintenant. La BID présente régulièrement aux réunions du COMCEC des rapports sur l'état d'avancement de ce programme. Le dernier en date avait été soumis à la 29<sup>ème</sup> réunion du COMCEC tenue du 18 au 21 novembre 2013 à Istanbul, en Turquie. Le présent rapport porte sur les principales activités entreprises en matière d'assistance technique concernant l'OMC dans le cadre de ce programme, depuis la 29<sup>ème</sup> Session du COMCEC.

The BID a mis en place le Programme OMC dans le but d'aider ses pays membres à assurer la mise à niveau de leurs capacités humaines et institutionnelles afin de s'adapter au nouveau système de commerce multilatéral. Le Programme vise à mieux faire connaître, dans les pays membres de l'OCI, les accords de l'OMC et leurs modalités d'application afin de faciliter le processus d'adhésion de ces pays à l'OMC. Il tient également lieu de cadre d'échange de vues entre les responsables des pays membres sur divers aspects du commerce multilatéral. Ces dernières années, il a surtout été question, à travers ledit Programme, de faciliter l'adhésion des pays membres à l'OMC, de renforcer leurs capacités de négociation et d'accroître leur compréhension des enjeux liés à ces négociations, dans le cadre du programme de travail de Doha.

The principaux objectifs visés à travers ce programme sont (i) aider les pays membres engagés dans un processus devant aboutir à leur adhésion à l'OMC à négocier les meilleurs termes possibles ; (ii) assurer la mise à niveau des capacités humaines et institutionnelles des pays membres déjà affiliés à l'OMC, pour la mise en œuvre des Accords de l'Uruguay Round et la réalisation des réformes économiques nécessaires afin de tirer le meilleur parti des nouvelles opportunités ; (iii) aider les pays membres à harmoniser leurs positions et bien se préparer dans la perspective des négociations liées aux nouveaux enjeux commerciaux qui pourraient se tenir à l'occasion des prochaines conférences ministérielles de l'OMC.

## II. PRINCIPAUX ELEMENTS DU PROGRAMME

The principaux éléments du Programme du Groupe de la BID concernant l'OMC sont notamment l'organisation de séminaires et d'ateliers portant sur les accords de l'OMC, la conduite de formations techniques sur la Politique commerciale, l'organisation de réunions consultatives autour de grands dossiers, dans la perspective des conférences ministérielles de l'OMC, la réalisation d'études concernant l'OMC et la fourniture de services consultatifs à travers le financement de missions d'experts/consultants dans les pays membres, pour des questions relatives à l'OMC. Les activités entreprises depuis la mise en place du Programme OMC du Groupe de la BID sont présentées ci-après :

**Séminaires et ateliers:** La BID organise des séminaires et ateliers couvrant une variété de questions relatives à l'OMC, dans le but de permettre à ses pays membres de se familiariser avec le contenu et les dispositions des accords de l'OMC ainsi qu'avec les activités de cette organisation afin d'être en meilleure position pour défendre leurs

intérêts. Depuis le démarrage de ce programme jusqu'à la fin avril 2014, 72 séminaires et 37 ateliers ont été organisés par la BID.

**Formations en politique commerciale :** organisées en collaboration avec l'OMC, ces formations sont des versions abrégées des stages d'une durée de trois mois offerts par l'OMC à Genève. Elles portent sur une variété de thèmes, tels que l'accès au marché, l'administration douanière et commerciale, l'agriculture, le textile et l'habillement, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les barrières techniques aux échanges commerciaux, les marchés publics, les accords généraux sur le commerce de services, les droits de propriété intellectuelle, la législation anti-dumping, les subventions et les mesures compensatoires, le règlement des différends, la convention sur les mesures d'investissement liées au commerce, le commerce et la politique en matière de concurrence, le commerce et l'environnement, et le régionalisme. Au total, 18 formations concernant la politique commerciale ont été organisées par la BID, du démarrage de ce programme jusqu'à la fin avril 2014.

**Etudes spéciales :** la BID entreprend de temps à autre des études approfondies sur des questions liées à l'OMC, à la demande des pays membres. Les études réalisées à ce jour portaient sur les secteurs suivants : Agriculture, Investissements, Services, Aspects commerciaux des Droits de propriété intellectuelle et Commerce électronique. A cet égard, la BID s'est attachée les services d'experts dans ces domaines et a collaboré avec la CNUCED pour la supervision de certaines de ces études. Chacune d'entre elles comportait une étude de cas concernant des pays membres de l'OCI et contenait des informations pratiques et des stratégies de négociation sur les différentes questions concernant les pays membres de l'OCI.

**Réunions consultatives :** la BID organise des réunions consultatives à l'intention des pays membres, généralement en marge des conférences ministérielles de l'OMC. Ces rencontres sont mises à profit par les délégations des pays membres pour échanger leurs vues et, si possible, coordonner leurs positions sur des questions liées à l'OMC, adopter une position commune et constituer un bloc pour acquérir un plus grand pouvoir de négociation. A ce jour, la BID a organisé huit réunions consultatives à l'intention des officiels basés dans la capitale et ceux basés à Genève, la dernière en date remontant à la veille de la 9<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue le 2 décembre 2013 à Bali, en Indonésie.

**Assistance technique apportée aux pays membres de l'OCI en relation spécifique avec l'OMC :** la BID apporte en outre une assistance technique spécifique aux pays membres, à travers le recrutement de consultants ou le recours à des spécialistes internes sur des questions cruciales concernant l'OMC, comme l'adhésion à l'organisation, l'élaboration de législations nationales, la création de cellules OMC et le renforcement de capacités dans des domaines généraux.

### **III. ACTIVITIES ORGANISEES DEPUIS LA 29<sup>ème</sup> SESSION DU COMCEC**

Sur la base des informations reçues des pays membres et des demandes par eux exprimées, le Programme est actuellement axé sur trois thèmes : (i) l'adhésion à l'OMC ; (ii) l'intégration régionale ; (iii) les techniques de négociation. Les principales activités organisées par la BID depuis la 29<sup>ème</sup> Session du COMCEC, sont les suivantes :

1. Réunion consultative ministérielle, à la veille de la 9<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC tenue le 2 décembre 2013 à Bali, en Indonésie.

2. Atelier national consacré à l'examen technique de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur pour l'adhésion du Soudan à l'OMC, organisé du 2 au 6 mars 2014, à Khartoum, au Soudan.
3. Atelier sur "le train de mesures arrêtées par l'OMC à Bali et ses implications pour les pays arabes", organisé du 10 au 12 mars 2014 à Dubaï, aux EAU.
4. Séminaire sur "le train de mesures convenues et le Programme de la période postérieure à Bali pour les pays membres africains", organisé du 25 au 27 mars 2014 à Casablanca, au Maroc ;
5. Atelier régional sur les "Mesures et les Mécanismes de recours commercial pour les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)", organisé du 5 au 7 mai 2014 à Abidjan, en Côte D'Ivoire.

#### **IV. ACTIVITES PREVUES POUR 2014**

Il est prévu l'organisation des activités ci-après en 2014 :

1. Session de formation intensive sur les techniques de négociations commerciales, organisée conjointement par la BID et l'OMC à l'intention des pays arabes, du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2014 à Dubaï, aux E.A.U.
2. Séminaire sur "les Accords de Bali et leur impact sur les pays membres, notamment en matière de facilitation du commerce", du 23 au 25 juin à Istanbul.
3. Atelier sur les mesures relatives au contenu local et leur impact sur l'adhésion du Kazakhstan à l'OMC, (juin/septembre 2014) à Astana, au Kazakhstan.
4. Séminaire sur les Accords de commerce régional (dates et lieu restant à déterminer).
5. Séminaire sur les Perspectives et les Défis de l'intégration régionale pour les pays d'Afrique du Nord (dates et lieu restant à déterminer).
6. Réunion de groupe d'experts sur les Barrières non-tarifaires liées au TPS/OIC (dates et lieu restant à déterminer).
7. Atelier sur les modalités d'adhésion. (dates et lieu restant à déterminer).

#### **V. CONCLUSION**

The BID s'est employée à apporter un appui multiforme aux pays membres de l'OCI afin d'assurer le renforcement de leurs capacités humaines et institutionnelles et de leur permettre de faire face aux défis du système commercial multilatéral. Elle a entrepris ce programme en étroite collaboration avec l'OMC et d'autres institutions nationales, internationales et de l'OCI, auxquelles elle exprime ses remerciements pour leur appui. La BID est ouverte à toute nouvelle idée ou suggestion destinée à

renforcer l'impact de ce programme et espère pouvoir travailler plus étroitement encore avec ces institutions à l'avenir, afin d'assurer la réalisation effective de ce programme.

-----  
-----

**STATUT DES PAYS MEMBRES DE L'OCI AUPRES DE L'OMC  
(au 30 septembre 2013)**

Membres de l'OMC	Date d'adhésion	Observateurs	Sans statut
1. Albanie	8 septembre 2000	1. Afghanistan	1. Palestine
2. Bahreïn	1 <sup>er</sup> janvier 1995	2. Algérie	2. Somalie
3. Bangladesh	1 <sup>er</sup> janvier 1995	3. Azerbaïdjan	3. Turkménistan
4. Bénin	22 février 1996	4. Comores	
5. Brunei Darussalam	1 <sup>er</sup> janvier 1995	5. Iran	
6. Burkina Faso	3 juin 1995	6. Irak	
7. Cameroun	13 décembre 1995	7. Kazakhstan	
8. Tchad	19 octobre 1996	8. Liban	
9. Côte d'Ivoire	1 <sup>er</sup> janvier 1995	9. Libye	
10. Djibouti	31 mai 1995	10. Soudan	
11. Egypte	30 juin 1995	11. Ouzbékistan	
12. Gabon	1 <sup>er</sup> janvier 1995	12. Yémen	
13. Gambie	23 octobre 1996	13. Syrie	
14. Guinée	25 octobre 1995		
15. Guinée-Bissau	31 mai 1995		
16. Guyane*	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
17. Indonésie	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
18. Jordanie	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
19. Koweït	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
20. République. Kirghize	20 décembre 1998		
21. Malaisie	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
22. Maldives	31 mai 1995		
23. Mali	31 mai 1995		
24. Mauritanie	31 mai 1995		
25. Maroc	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
26. Mozambique	26 août 1995		
27. Niger	13 décembre 1996		
28. Nigeria	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
29. Oman	9 novembre 2000		
30. Pakistan	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
31. Qatar	13 janvier 1996		
32. Arabie Saoudite	11 décembre 2005		
33. Sénégal	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
34. Sierra Leone	23 juillet 1995		
35. Suriname	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
36. Tadjikistan	2 mars 2013		
37. Togo	31 mai 1995		
38. Tunisie	29 mars 1995		
39. Turquie	26 mars 1995		
40. Ouganda	1 <sup>er</sup> janvier 1995		
41. EAU	10 avril 1996		

# Non encore membre de la BID